

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

N° 88 — Nouvelle série, N° 28

25 JUILLET 1945

LA VÉRITÉ



PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(Section Française de la IV^e Internationale)

PRIX : 2 Fr

LIBERTÉ de la PRESSE ! HALTE à la CALOMNIE !

« En France la presse est encore un instrument d'oppression dans la main des hommes puissants, des Corps, des censeurs eux-mêmes et de leurs amis. Veut-on écraser un homme isolé, sans manège, sans appui ? On le calomnie dans un libelle, puis on l'empêche de publier sa justification, soit en mettant l'autorité en jeu contre les imprimeurs et les journalistes, ce qui arrive assez souvent, soit en le faisant morfondre après une approbation qu'on lui refuse d'abord et qu'on ne lui accorde que lorsqu'il n'est plus temps de faire revenir le public, ce qui arrive plus souvent encore. »

MARAT, cinquième discours au Tiers Etat.

LA PAROLE AU PEUPLE

En Août dernier, le peuple de France était maître de la rue. Fier des armes qu'il avait conquises, organisé dans ses milices, dans ces comités locaux et d'usine, dans ses comités de ravitaillement et d'épuration, il comptait bien que le monde allait changer de base. Mais le vieil édifice bourgeois vermoûlu, repeint aux couleurs de la résistance et assuré de la docilité des partis ouvriers,

resta debout et aujourd'hui de Gaulle parle en maître. La bourgeoisie, qui trembla à l'idée d'une libération sociale, conteste au peuple français le droit même de fixer la forme de son gouvernement bourgeois.

La bourgeoisie se montre plus que jamais incapable de donner aux travailleurs ces miettes de liberté conquises de haute lutte que ses politiciens appellent démocratie.

Les ennemis de la souveraineté populaire

Dans le camp des anti-constituants s'est regroupé en gros la réaction, résistante ou non, les politiciens radicaux soudain épris de moralité, et cette presse née dans la rosée du printemps par la grâce de M. Teitgen et des trusts. De Gaulle est leur porte-drapeau.

Ces gens de biens, mûs par une solide conscience de classe et par un maniaque souci de l'ordre voulaient enfermer la volonté populaire dans un plébiscite posant comme un

principe sacré le pouvoir absolu du chef du gouvernement. Le choix ne subsistait donc que sur le nom de l'Assemblée élue au suffrage universel : « Constituante » sans pouvoir ou Chambre ou Sénat sans pouvoir. La corde ou le couteau.

Tel était le premier projet gouvernemental adopté à l'unanimité du Conseil des Ministres, socialistes et communistes compris. La manœuvre trop grossière était vouée à l'échec.

Le deuxième projet

Le 2^e projet gouvernemental prévoit que les électeurs peuvent se prononcer par referendum :

1^o pour le retour à la constitution de 1875.

2^o pour une Constituante n'ayant rôle que de proposer une Constitution et d'approuver un gouvernement irresponsable.

3^o pour une Constituante dont les pouvoirs ne sont pas limités à l'avance.

Ne pas dénoncer non seulement le premier mais aussi le deuxième projet c'est s'incliner devant l'arbitraire. Car le referendum garde au fond sa signification de plébiscite du pouvoir personnel de de Gaulle et ne règle pas la question décisive des rapports entre l'Assemblée et le gouvernement. Celui-ci reste maître d'interpréter le referendum et de mettre en échec la volonté du peuple.

Les faits posent brutalement les questions : avec le pouvoir personnel ou contre ? A qui appartient la souveraineté : au peuple ou à de Gaulle ?

Si le peuple est souverain quel besoin de lui demander s'il veut une constituante souveraine ? Il se prononcera au suffrage universel pour des programmes constitutionnels :

la majorité de l'Assemblée décidera souverainement. Pour qu'elle puisse être libre et mettre fin au pouvoir personnel il faut affirmer clairement que le gouvernement devra se démettre dès la réunion de la Constituante et que celle-ci assumera le pouvoir jusqu'à l'établissement de la nouvelle Constitution nommant et révoquant chacun des ministres. Si ces principes ne sont pas posés clairement la Constituante risque à tout moment d'être contrainte par le Général à lui abandonner ses pouvoirs.

A ceux qui nous accuseraient de pousser le tableau trop au noir, nous conseillons de méditer ces déclarations faites par le lieutenant Philippe de Gaulle à la presse newyorkaise et reproduites par le « Washington Post » le 2 juillet : « De Gaulle espère rester président, quel que soit le résultat des élections générales qui auront lieu probablement avant l'hiver. Parlant à titre de Français et non pas comme son fils, je dirai que j'espère que mon père restera chef du gouvernement. Sincèrement je ne vois pas quel autre pourrait être président. »

(Suite page 3)

MORT pour le COMMUNISME

MARCEL HIC



FAISONS LE POINT

Camarades,

Depuis le 4 juin, la « Vérité » n'a pas paru, et nous devons des explications. Nous n'éditions aujourd'hui qu'un bulletin intérieur et nous vous devons encore des explications.

Déclaré à la Préfecture de Police le 7 juin dernier, notre Parti a déposé régulièrement ses statuts, défini ses buts et ses moyens d'action. Il entend prendre toutes les responsabilités de sa lutte pour son programme marxiste-léniniste, mais non fournir des prétextes juridiques à la justice bourgeoise pour étouffer sa voix. Contrairement à l'affirmation de l'hebdomadaire « Samedi Soir » — qui a d'ailleurs eu l'honnêteté de passer une note rectificative — nous ne sommes pas « des snobs de la clandestinité ». S'il est vrai que « nous aurions eu droit à un journal », il n'en reste pas moins que ce journal nous est toujours refusé depuis 10 mois. Nous assistons donc à ce spectacle ahurissant d'un Parti légal contraint de s'exprimer illégalement et poursuivi en la personne de ses militants pour avoir défendu noir sur blanc le contenu légal de nos statuts : plusieurs camarades sont arrêtés et notre Comité Directeur se voit aujourd'hui

(Suite page 2)

Marcel HIC militait pour la IV^e Internationale depuis 1933. A cette époque, des militants exclus des Jeunesses Communistes pour y avoir notamment défendu le front unique avec les socialistes venaient de former les Jeunesses Léninistes ; Hic, alors étudiant, y adhéra et toute sa vie depuis, jour après jour fut consacrée à la cause de la classe ouvrière.

Lorsqu'en 1934, les Jeunesses Léninistes adhérèrent aux Jeunesses Socialistes afin de lutter dans une organisation de masse de la jeunesse ouvrière sur la base de leur programme communiste-internationaliste, Marcel Hic devint l'un des dirigeants de la fraction trotskyste. En juillet 1935, au congrès de Lille, les dirigeants sociaux-démocrates excluaient 13 leaders des Jeunesses coupables de défendre un programme à leur gré trop révolutionnaire. Pour continuer la lutte, les Jeunes socialistes qui s'étaient solidarisés avec les exclus de Lille, constituaient les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires. Peu après, en juin 1936, le Parti Ouvrier Internationaliste se constituait à son tour en pleine vague gréviste. J.S.R. et P.O.I. menèrent jusqu'à la guerre le combat révolutionnaire sous le drapeau de la IV^e Internationale. Marcel Hic était élu aux Comités Centraux des deux organisations et il ne devait cesser de jouer un rôle dirigeant dans la IV^e Internationale.

Ce que furent ces années 1936-1939, où les trotskystes virent la classe ouvrière, après s'être approchée si près du pouvoir, reculer et subir la plus terrible défaite sans bataille — défaite qui devait laisser venir la guerre et amener Pétain au pouvoir, défaite infligée par les trahisons d'un Jouhaux, la politique néfaste d'un Blum, et d'un Thorez —, il n'est pas possible de le rappeler ici. La plupart de nos prévisions se vérifiaient, mais l'avant-garde révolutionnaire était trop faible pour éviter la catastrophe. Du moins pouvait-on lutter, seuls, à contre-courant pour préparer une avant-garde plus forte, gage des victoires futures. C'est ce que fit la IV^e Internationale.

Hic reforma le P.O.I. en juillet 1940. Il fût jusqu'à son arrestation l'âme de la IV^e Internationale en France.

Dès juillet 1940, il faisait reparaitre « La Vérité » ronéotypée. Rédacteur, seul ou en collaboration, de thèses

sur la question nationale, sur la défense de l'Union Soviétique, sur le Front Ouvrier, etc... Hic animait, outre le Secrétariat Européen de la IV^e Internationale, qu'il avait reconstitué, les plus importantes commissions de travail du P.O.I. ; ainsi il organisait et contrôlait la commission syndicale où un Henri Souzin, responsable à 20 ans des syndicats du bâtiment, achevait sa formation de dirigeant ouvrier révolutionnaire, où des militants syndicalistes déjà chevronnés mettaient leur expérience au service de la politique révolutionnaire du trotskysme ; en même temps, Hic était l'animateur du Comité de Rédaction de « La Vérité », et ses articles guidaient les militants à l'usine et au village, ébranlaient, désarmaient les adversaires dans le mouvement ouvrier et, lus jusqu'à Alger, imposaient le respect de notre lutte à nos adversaires de classe eux-mêmes.

Sa ténacité, son dévouement, sa culture marxiste extrêmement vaste, sa puissance de travail inégalable faisaient de lui durant ces années 1940-1944, non seulement la figure la plus remarquable du marxisme révolutionnaire, mais aussi l'éducateur d'une génération de cadres révolutionnaires qui continuent la lutte. Sa place reste à jamais vide dans nos rangs.

La IV^e Internationale considère comme son plus grand titre de gloire d'avoir été la seule organisation à prêcher dès le premier jour de la guerre la fraternisation antifasciste et révolutionnaire avec les soldats de la Wehrmacht et à l'organiser. Hic, que son énorme travail de militant avait empêché de terminer son agrégation d'allemand, fut aussi l'un des organisateurs de notre propagande pour la Révolution Socialiste Internationale dans l'armée allemande. Le journal clandestin « Arbeiter und Soldat » fut édité sous sa responsabilité. La Gestapo accordait une vigilance toute spé-

L'Internationalisme ouvrier n'est pas formule creuse !

L'UTILISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ALLEMANDE

UN problème qui s'impose de plus en plus à l'attention des organisations syndicales et ouvrières est l'utilisation de la main-d'œuvre allemande dans l'économie française.

Arrachard, dans la V.O., Thorez, à la tribune du P.C.F., sont partisans du travail forcé pour les prisonniers allemands « responsables des crimes du nazisme ».

Les patrons sont également d'accord pour utiliser cette main-d'œuvre à bon marché. « Les préventions que suscitait au début, chez les employeurs, nous dans un bulletin patronal, cette offre de main-d'œuvre inusitée, ont dans l'ensemble disparu. Les offres d'emploi sont de plus en plus nombreuses. »

Il faut voir si les ouvriers ont des raisons d'être aussi satisfaits que les patrons. Des dispositions légales ont été prises. Le prisonnier allemand sera payé sur la base du manœuvre de la plus basse catégorie, quelle que soit sa qualification. Ainsi l'outilleur de chez Krupp sera payé sur la base de 20 francs de l'heure (10 francs lui revenant, les 10 autres retournant à l'Etat). Les patrons se frottent les mains. Pensez donc : l'outilleur de la Lorraine n'est pas satisfait avec son salaire de 38 francs de l'heure ? Vite, un coup de téléphone et M. l'inspecteur du travail enverra des métallos allemands. Avec eux, rien à craindre, ils ne protesteront pas, ils ne débrayeront pas. Que voulez-vous que l'ouvrier allemand dise ? « C'est le boche, il doit payer ! » hurle le chœur des partis d'union sacrée. Mais les ouvriers, eux, est-ce qu'ils y trouvent leur compte ?

« Le boche paiera », cela signifie le surexploitation de la main-d'œuvre allemande avec son retentissement sur les salaires et les droits syndicaux des ouvriers français.

« Le boche paiera », cela veut dire le travail forcé pour l'ouvrier allemand et la bonne vie pour les SS (réputés incapables au travail), pour Messerschmidt (qui grossit son patrimoine à construire des avions en Angleterre) et pour Krupp (qui se preloie dans sa propriété). Qui perd ? A tous les coups

Gnome & Rhone

Les ouvriers n'ont pas lieu d'être satisfaits de la nationalisation des usines Gnome et Rhône telle qu'elle est réalisée par Tillon. Car les dirigeants du trust Gnome et Rhône, qui par ailleurs ont collaboré tant et plus ont été indemnisés royalement.

Il faut que chaque ouvrier sache ce que Tillon n'a pas dit : Avec les capitaux versés par l'Etat à titre d'indemnité, les ex-dirigeants ont formé avec des trusts américains un consortium qui va reconstruire une usine concurrente de Gnome et Rhône « nationale ».

Exigeons que les nationalisations se fassent sans indemnité ni rachat !

ce sont les ouvriers. Hier, les patrons français livrèrent de la main-d'œuvre française aux patrons allemands au titre de la relève. Aujourd'hui, c'est le contraire.

Alors, que faire ?

Revenir à une politique internationaliste. Il s'avère que la politique des social-chauvins et des communo-chauvins est directement contraire aux intérêts des ouvriers français. L'internationalisme prolétarien n'est pas la manifestation d'un humanitarisme abstrait, d'un sentiment bourgeois et chrétien de la charité. Ouvriers allemands et français ont les mêmes intérêts de classe.

La C.G.T. doit exiger que les prisonniers allemands soient placés dans les mêmes conditions de vie et de travail que les ouvriers français. — A travail égal, salaire égal — droits syndicaux pour les ouvriers allemands.

Lutter pour des conditions de vie acceptables pour les prisonniers allemands, c'est protéger le niveau de vie des ouvriers français. C'est ce qu'ont compris très rapidement les ouvriers des ardoisiers de Trélaré qui, après un accueil hostile aux prisonniers allemands affectés, firent réemettre une grève de solidarité pour imposer que les prisonniers aient droit aux douches.

Ils ont compris qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre, que la division chauvine entre les travailleurs sert la cause des exploités.

A LA PORTE JOUHAUX !

LA longue carrière de ce vieux traître n'est pas encore terminée. Enumérer ses trahisons rempliraient les colonnes entières de ce journal. Et pourtant chacun était persuadé, après la libération, que Jouhaux ne remettrait plus les pieds à la C.G.T. Les chefs de la C.G.T. ex-unitaires racontaient en particulier : « Ne vous en faites pas, Jouhaux ne sera plus à la C.G.T. Aucune nécessité de parler de lui, d'autant plus qu'il est déporté ». Mais voilà, Jouhaux est revenu, avec Reynaud, Daladier, Weygand. Il est même revenu en France dans l'avion personnel du général de Gaulle.

Rien donc ne paraît justifier son maintien à la tête de la C.G.T., et pourtant les deux tendances réunies l'ont plébiscité au Bureau confédéral. Pourquoi ? Parce que rien ne sépare plus Jouhaux de Monmousseau ou de Frachon. Ils sont, les uns et l'autre, partisans de l'Union sacrée et de la collaboration de classes. Frachon et Monmousseau ont rejoint les positions que défend Jouhaux depuis 1914 !

A la porte, Jouhaux ! Les cinq millions de syndiqués doivent élire démocratiquement leur direction et chasser les carriéristes !

A propos des attaques de BOSSUS

Bossus et la presse après lui s'en prennent à un parti hitlérien qui s'appellerait : parti internationaliste, suivant les uns, parti communiste international, suivant les autres.

Or, voici une pièce intéressante au dossier de notre défense, puisque c'est nous et notre politique internationaliste qu'on attaque.

A la conférence régionale du P.C.F. qui s'est tenue les 23 et 24 juin derniers à Tourcoing, un prisonnier récemment libéré a déclaré : « Aux mines de Prensberg, nous avons été en rapport avec les cellules communistes allemandes. Nous étions devenus le parti communiste international. »

Est-ce, ce parti, le parti des opprimés de toute l'Europe, en lutte contre les oppresseurs de toute l'Europe ; est-ce le parti de la fraternisation entre communistes dans les mines de Prensberg et autres bagnes nazis, malgré les campagnes empoisonnées du chauvinisme ; est-ce ce parti qu'on veut poursuivre, que Bossus dénonce comme hitlérien et dont le représentant du préfet de police de Paris dit qu'il le sait hitlérien ? En tout cas, c'est bien cette politique qu'on pourchasse en la couvrant de la plus infâme calomnie.

Souscription « pour que soit entendue la voix de la IV^e Internationale ».

Liste n° 299; Mon Pays, 50 fr.; Cajou, 10 fr.; Yvonne, 40 fr.; Gaby, 50 fr. Total: 150 fr.

Liste n° 295; Hervé, 50 francs; Chares, 50 fr.; Un vieux, 50 fr.; Vaillant, 50 francs; Blondel, 50 fr.; Vincent, 50 fr.; Truc, 50 fr. Total: 350 fr.

Pour « La Vérité »: 100 frs d'un camarade S.F.I.O.

Aux Editions du Parti

- Du travail et du pain pour tous: Le programme d'action des trotskystes... 10
- Le manifeste communiste, édité par nos camarades belges (préface de Léon Trotsky) 12
- Bibliothèque marxiste Leçons d'Espagne, dernier avertissement (Léon Trotsky) 5
- 90 années de manifeste communiste (Léon Trotsky) ... 5
- Juin 36 (Lamarck)... 5
- Evolution économique de l'U.R.S.S. (Imbert) 5
- Après Munich (Léon Trotsky) 5
- Bolchevisme et stalinisme (Léon Trotsky) 5

DÉMOCRATIE FORTE

Nous sommes en démocratie. La police est épurée, la censure est pulvérisée, les droits de l'homme restaurés. Mais M. Tixier, le « socialiste », craignant que tant de liberté ne tourne la tête aux ouvriers français, leur dépêche une police tutélaire. La Brigade Spéciale n'est-elle pas, « comme sous Vichy, chargée de la surveillance des partis de gauche, depuis les socialistes jusqu'aux trotskystes ». C'est le « Populaire » qui le dit. Pourquoi en douterions-nous ?

Quoiqu'il en soit, il faut féliciter la police de son inlassable sollicitude: enquête sur l'éditorialiste de l'hebdomadaire socialiste « Libertés », de « Jeunesses » (des J.S.), etc... Enquêtes discrètes sur les sections communistes en province, sur les militants responsables dans les usines. Sa curiosité est sans borne. Faut-il y voir autre chose que le zèle de bons fonctionnaires qui veulent connaître le parti de leur ministre pour mieux le servir ? Les menaces aux Jeunes Socialistes du Bund, l'interdiction du journal bundiste en yiddish, entre autres faits, nous y inclinent.

Nous voudrions comprendre, par exemple, pourquoi les policiers continuent à fouiller leur nez dans les imprimeries sous prétexte d'y trouver « La Vérité », bulletin intérieur d'un parti légal.

Pour s'abonner à « La Vérité » Pour adhérer au P. C. I. Ecrire à Albert DEMAZIERES 9 bis, rue d'Alésia, Paris (14^e)

Une réunion privée du P. C. I. interdite

L'Amicale des Déportés Internationalistes et le Comité directeur du P.C.I. avaient convoqué le vendredi 23 juin, à la salle de Géographie, une réunion privée sur la question: « Les trotskystes ont-ils droit à la parole ? »

A 20 h. 15, la salle était déjà comble, quand la police de M. Tixier vint interdire aux orateurs de prendre la parole. Notre camarade Beaufrère, déporté de Buchenwald, puis Albert Demazieres, dans de courtes allocutions, dénoncèrent l'arbitraire de cette mesure scandaleuse contre une réunion privée d'un parti auquel on venait de reconnaître le droit à une existence légale. Le vote unanime d'une motion de protestation et une souscription spontanée — qui en quelques minutes rapporta une somme importante — furent la réponse des travailleurs présents à la provocation policière. Pour éviter des incidents inutiles, la salle fut évacuée au chant de l'Internationale.

DÉPORTÉ ! OU EST CELUI QUI T'A LIVRÉ ?

De temps à autre, le hasard fait qu'un déporté rencontre dans la rue, ou dans un bureau de la Préfecture, le commissaire de police, l'inspecteur ou le flic

qui l'a donné et torturé. « Libres » nous signale le cas d'un père qui retrouva au ministère de l'Intérieur (Ohé! Tixier!) le commissaire Bouguin qui, alors qu'il était aux Questions Juives, fit torturer son fils. Le commissaire Bouguin n'a pas eu de veine. Mais pour un malchanceux, mille autres Bouguin montent en grade et continuent à « défendre l'ordre ».

Heureusement que l'épuration a été faite!

Déportés, ne croyez-vous pas que cela a assez duré? Et que nous devons exiger des comptes!

Nos organisations de déportés doivent passer au crible l'ensemble du personnel de la police et de la garde mobile (G.M.R.). Les suspects doivent comparaître en personne, car beaucoup de malraqueurs cachaient leur identité. Pour guider les recherches, il faut:

— demander à chaque camarade déporté des renseignements complets sur les policiers mêlés à son affaire et établir des listes de noms;

— Exiger du ministère de l'Intérieur la liste complète et les biographies des policiers en exercice avant septembre 44 avec le relevé des mutations effectuées sous l'occupation et surtout depuis la « libération ».

Déportés! Ces criminels doivent être jugés par nous, par nous seuls et par nos tribunaux populaires élus!

Il s'agit d'une œuvre de salubrité publique et d'un devoir envers les camarades qui ne reviendront pas.

M. Tixier doit y donner tout son appui.

Nouvelles de l'Internationale

GRECE. — Notre section grecque déjà éprouvée par la répression mussolinienne et hitlérienne a encore perdu dans les récents événements: une centaine de camarades assassinés par des agents staliniens. Les chefs staliniens de l'E.L.A.S. qui capitulaient honteusement devant Churchill-Plastiras et le régent Damaskinos se trouvaient dans l'obligation de frapper l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat grec qui se refusait à toutes compromissions avec l'impérialisme anglais et ses agents.

BELGIQUE. — Le Parti Communiste Révolutionnaire, section belge de la IV^e Internationale, a pris position, dans la crise dynastique, en faveur de la République. Ce mot d'ordre a eu un profond écho dans les masses populaires. Le P.C.R. est le seul parti belge à se prononcer contre la Régence et pour la République. Le Drapeau Rouge, organe du P.C. belge, appelle cela de la « provocation ».

U. S. A. — J. P. Sartres, dans son reportage de « Combat », conclut à l'existence aux Etats-Unis d'un parti marxiste, le P.C. étant une organisation réformiste à idéologie petite bourgeoise. Il est regrettable que Sartres, dans un reportage par ailleurs si bien documenté, n'ait pas cru devoir parler du Parti socialiste ouvrier, le parti trotskyste américain.